

**Déminage paralysé : la faute à ceux qui profitent de l'économie de ...** La Gazette

Depuis trente ans que dure ce conflit, les négociations sont embourbées et n'évoluent que par soubresauts. Lasses, les populations voudraient voir une fin de ...

## Casamance

### **Déminage paralysé : la faute à ceux qui profitent de l'économie de guerre ?**

lundi 30 septembre 2013

Depuis trente ans que dure ce conflit, les négociations sont embourbées et n'évoluent que par soubresauts. Lasses, les populations voudraient voir une fin de conflit émerger, mais l'économie de guerre développée par les rebelles et l'armée ne peut inciter à l'arrêt du soulèvement.

Cela fait désormais cinq mois que le déminage est à l'arrêt en Casamance, depuis l'enlèvement de neuf travailleurs de l'entreprise sud-africaine Mechem par le front sud du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) de César Atoute Badiate, le 5 mai 2013. « Le déminage en Casamance est tributaire du retour de la paix », avait-il alors affirmé, déterminant une ligne rouge à ne pas franchir, au risque de voir de nouveaux enlèvements perpétrés à l'encontre des démineurs. Mais César Atoute Badiate, comme nombre d'autres acteurs, n'a que peu d'intérêts à voir une résolution du conflit se profiler. « L'idée d'une ligne rouge vis-à-vis du déminage est trompeuse. C'était une figure de rhétorique qui a été mollement reprise par les médias et d'autres acteurs », analyse Chris Natale, le chef de programme du secours populaire norvégien (NPA). Avant d'ajouter de manière implicite, que c'est un moyen pour César d'accroître le sentiment de peur des populations : « Certes, à l'heure actuelle, il reste des endroits stratégiques suspectés d'être minés où nous n'oserions jamais travailler sans l'aval et la coopération de ceux qui les contrôlent. Mais nous ne pouvons pas non plus mentir à tous les Casamançais, qui attendent une intervention de déminage humanitaire, en disant que notre aide ne viendra pas parce que leurs champs ou leurs villages se trouvent sans exception derrière une espèce de ligne de combat ». Nombreux sont, en effet, les endroits potentiellement minés qui n'ont pas été visités depuis longtemps par les rebelles. Mais « la ligne rouge » à ne pas franchir permet de laisser planer un doute, d'inquiéter les populations, de leur faire croire qu'elles sont encore en danger face au MFDC. Une stratégie qui fonctionne depuis une vingtaine d'années dans ce conflit trentenaire. Les rebelles qui pillent les villages et effraient les populations ont tout intérêt à faire croire à une présence effective dans toute la région, alors que seules de petites poches de résistance subsistent encore. Ils minent les sols – ou le font croire – et engendrent la terreur des habitants, qui n'ont pour échappatoire que la fuite. Les champs désertés et le bétail abandonné, les bandes armées sont libres de profiter à leur guise (parfois durant plusieurs années) des richesses des villages.

Assis sous l'arbre à palabres de son village devant une case au toit de paille, Ansou Danfa, le chef du village de Toubacouta Manding explique avoir bien connu cette situation. Bonnet vissé sur le crâne malgré la chaleur ambiante, il désigne un petit chemin de terre menant vers la Guinée-Bissau, pays voisin de moins d'un kilomètre. « C'est par là que viennent les rebelles. Aujourd'hui on en voit moins, mais il y a quelques années ils venaient encore piller le bétail ». Durant les années 90, les forces du MFDC pillaient régulièrement les villages avoisinants. « Lorsqu'ils faisaient une incursion sur nos terres, nous étions obligés de fuir. Une fois, ils ont brûlé nos maisons et récupéré les quelques toits en tôle que nous avons, pour aller les revendre à la frontière ». En 1999, une mine est découverte par des habitants sur la piste qui mène au village, depuis la route qui traverse la Casamance. La psychose s'empare des habitants, qui fuient Toubacouta Manding, laissant le champ libre aux pillards. Et ceux-ci se sont mis à profiter de leurs cultures. « Le village était prospère auparavant, nous avons des anacardiens, du riz, du maïs... La vie était agréable. Mais nous avons dû fuir pendant dix ans. Aujourd'hui, tout est à reconstruire. Quand nous sommes revenus, la pauvreté s'est installée ». Leur village a été déminé récemment – aucun nouvel explosif n'a finalement été retrouvé – mais les habitants sont toujours effrayés, ne faisant qu'à moitié confiance aux ONG mandatées par le gouvernement. Trois ans après leur retour, les habitants se sentent abandonnés par l'Etat sénégalais qui, selon le chef de village, « ne se préoccupe de la Casamance qu'à l'heure des élections ». « Nous n'avons pas d'école, pas d'électricité... les bâtiments tombent en ruine », à l'image de la mosquée, une case dont le toit en tôle rouillée menace à tout moment de s'effondrer.

Comme à Toubacouta Manding, ils sont des milliers à avoir fui, parfois pour se réfugier dans un village voisin, souvent pour rejoindre les grandes villes de la région. A Ziguinchor, le chef lieu de la région, ils sont plus de 8000 à attendre de pouvoir rentrer chez eux.

Mais les rebelles ne vivent pas que des pillages. En trente ans, qu'ils soient du front nord ou sud, tous ont développé une économie de guerre parallèle, pour subsister. Sans vivre dans l'opulence, les hommes en armes parviendraient à vivre « confortablement » selon un hôtelier Ziguinchorois proche de la rébellion. Au nord, non loin de Kafountine, l'économie rebelle est dominée par la culture du Cannabis. L'herbe est ensuite envoyée en Gambie ou à Dakar, où la facilité à se procurer de la « casamançaise » est déconcertante. Au sud, l'anacardier prend le pas sur la drogue. Le long de la frontière bissau-guinéenne, les champs fleurissent, la noix de cajou étant ensuite exportée vers le pays voisin – quand elle n'est pas vendue sur les étals de Ziguinchor. En complément, au sud comme au nord, les rebelles cultivent des mangues et produisent de l'huile de palme. Enfin, les hommes du MFDC – mais aussi les pillards qui se font passer comme tels – pillent les très riches forêts de la région. A Ziguinchor, plusieurs menuisiers reconnaissent sous couvert d'anonymat acheter de temps à autre des essences dont le commerce est réglementé, telles le teck et le cédrat.

### **Les militaires aussi profitent du conflit**

Mais les rebelles ne sont pas les seuls à profiter du conflit. Les militaires aussi ont développé leur économie parallèle. Les mêmes menuisiers casamançais reconnaissent acheter aussi bien aux rebelles qu'aux militaires, pourvu que le bois soit bon. Selon plusieurs Ziguinchorois, les militaires recrutent des villageois à proximité de leurs cantonnements et les envoient couper les arbres, qu'ils transportent ensuite grâce aux véhicules de l'armée. Par la suite « il peut arriver que des meubles soient emmenés à Dakar, parfois même sur des bateaux de l'armée », selon l'un des menuisiers de Ziguinchor. Mais la plupart du temps, ils seraient expédiés en Gambie où la surveillance de la vente des essences est nettement moins stricte qu'au Sénégal. Des hommes d'affaires chinois installés dans ce pays voisin profitent pleinement de ce commerce illicite. Contrairement aux rebelles, l'économie de guerre développée par les militaires leur permettrait d'obtenir des revenus d'appoint. Pas au point de justifier une perpétuation du conflit, mais tout de même assez importante pour démotiver quelque peu les soldats dans leur lutte contre les indépendantistes.

C'est en partie pour protéger ces économies parallèles que les diverses parties du conflit tardent à trouver des solutions pour relancer le déminage, qui devrait tout de même reprendre d'ici le mois d'octobre, selon Chris Natale (NPA) et Barham Thiam, directeur du Centre national d'action antimines du Sénégal (CNAMS). Une reprise absolument nécessaire pour les acteurs du déminage : « nous en sommes au tiers du déminage total de la région, affirme le directeur du CNAMS, il reste environ deux millions de kilomètres carrés à déminer, pour pouvoir permettre aux populations de circuler librement ».

Mais pour l'instant, pas question d'agir : les rebelles empêchent l'accès à certaines zones proches de leurs bases, et les militaires rechignent à en laisser déminer d'autres qui avaient été piégées par leurs soins (un secret de polichinelle dans le milieu, bien que la présence de mines de fabrication portugaise disposées par l'armée soit un fait avéré : l'entreprise sud-africaine Mechem a, selon nos informations, déminé un ancien cantonnement militaire où une soixantaine de ces mines ont été retrouvées). Le directeur du CNAMS justifie cette longue pause par la nécessité de discuter avec les rebelles pour obtenir leur accord, afin de ne pas risquer de nouvelles escarmouches. Il écarte pourtant le risque du reminage en cas d'enlèvement de mines sans l'accord des rebelles : « le reminage n'est pas d'actualité dans la région ». Un reminage rendu d'autant plus difficile en raison du fait que « les pays voisins sont plus que jamais déterminés à nous aider », notamment en s'employant à lutter contre les divers trafics. Pourtant, il reste facile de se procurer des explosifs en Guinée-Bissau voisine, et ce, pour des sommes modiques. Plusieurs contacts sur place confirmant la possibilité d'obtenir « un paquet de mines » (soit 10 engins explosifs) en échange de « trois sacs de noix de cajou ». Certains proposent même de louer la kalachnikov d'un militaire bissau-guinéen pour une nuit en échange de quelques dizaines de milliers de CFA. Bien qu'il ne soit pas associé aux négociations avec les rebelles, Barham Thiam est confiant quant à la reprise du déminage, « un parfum de paix régnant dans l'air », selon lui. Avec sa nomination, les acteurs du déminage font enfin confiance au directeur du CNAMS pour accomplir la mission qui lui a été confiée. Nombreux sont

ceux qui marmonnaient depuis plusieurs années face au « luxe » des conditions de vie des employés – et notamment de l'ancien directeur – du Centre national d'action anti-mines. « Disons que ces individus n'avaient pas vraiment de raisons de s'employer à accomplir leur mission », analyse un employé du Ministère des Affaires étrangères, qui chapeaute le CNAMS. Il ajoute : « Tant qu'il reste des mines, ils conservent des emplois plutôt bien rémunérés, avec des conditions de vie assez satisfaisantes », évoquant notamment le quatre-quatre avec chauffeur alloué au directeur. Le même employé proche du dossier, affirme cependant qu'avec la nomination de Barham Thiam, ancien militaire, « la donne pourrait bien changer ». Un constat qui semble à première vue encourageant pour la Casamance et ses habitants. Mais à première vue seulement, puisque le directeur du CNAMS concède déjà « réfléchir à demander une prolongation du délai qui a été alloué au Sénégal lors de la signature de la convention d'Ottawa (en 1997) », qui prévoit « le déminage complet de la Casamance en 2016 ».

Un désaveu qui a le don de faire grincer des dents, dans les villages casamançais comme à Ziguinchor. La population locale se sentant toujours plus abandonnée, alors que selon certains responsables dans le milieu du déminage, l'objectif de zéro mine en 2016 pourrait être totalement atteint, si les démineurs pouvaient accomplir librement leur travail. Un travail tributaire des négociations, qui, si elles se déroulent régulièrement avec César Atoute Badiate, n'indiquent tout de même pas qu'un retour à la paix est imminent. Et si les acteurs du déminage prévoient une reprise de leur activité d'ici peu, il reste fort à parier que les rebelles n'accepteront tout de même pas de déminage à proximité de leurs installations. Qui menacerait toute leur économie de guerre mais aussi leurs vies, puisqu'ils ne seraient plus protégés de l'armée.

**Bastien RENouIL** (Stagiaire)